

N/réf.

V/réf.

Fontenay-sous-Bois le

**Attestation individuelle relative à l'utilisation**  
**d'une borne TL14 V1**  
**(borne modulaire de paiement pour piste Haute Pression)**  
**satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation,**  
**de conservation et d'archivage des données**  
**(CGI, art. 286, I-3° bis)**

**Volet 1 : Partie remplie par l'éditeur du système de caisse**

Je soussignée, CHAILLAT Catherine, représentante légale de la société CARTADIS, éditeur de la borne TL14, atteste que ce système, à partir de sa version n° V1.2.1, satisfait aux conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données, en vue du contrôle de l'administration fiscale, prévues au 3° bis du I de l'article 286 du code général des impôts.

J'atteste qu'une version majeure de ce logiciel est identifiée avec la racine suivante : V1 et que les versions mineures développées ultérieurement à cette version majeure sont ou seront identifiées par les subdivisions suivantes de cette racine : ≥ 1.0.0. Je m'engage à ce que ces subdivisions ne soient utilisées par CARTADIS que pour l'identification des versions mineures ultérieures, à l'exclusion de toute version majeure. Les versions majeures et mineures du système s'entendent au sens du I-C-1 § 340 du BOI-TVA-DECLA-30-10-30.

Fait à Fontenay-Sous-Bois,

Le 04 06 18,

Signature du représentant légal de l'éditeur du système de caisse :



**Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.**

**Volet 2 : Partie à remplir par l'entreprise qui acquiert et utilise le logiciel de comptabilité ou de gestion ou le système de caisse**

Je soussigné, .....(NOM Prénom), représentant légal de la société .....(RAISON SOCIALE), certifie avoir acquis le .....(DATE), auprès de .....(RAISON SOCIALE du distributeur), le système de caisse mentionné au volet 1 de cette attestation.

J'atteste utiliser ce système de caisse pour enregistrer les règlements de mes clients depuis le .....(DATE).

Fait à .....(Ville),

Le .....(DATE),

Signature du représentant légal :

**Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.**